



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)  
- 5 mai 2009**

**Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.**

**Bonne lecture !**

**Comité communication du CNC**

<http://www.lecnc.com>

[cnc@lecnc.com](mailto:cnc@lecnc.com)

\*\*\*\*\*

**L'Acadie Nouvelle, 5 mai 2009 - La décision de déclencher des élections: un gros enjeu pour Ignatieff**

Ignatieff laisse entendre qu'il pourrait retirer son appui au gouvernement conservateur minoritaire avant le 1er juillet.

À la fin de l'harmonieux congrès du Parti libéral tenu en fin de semaine, Michael Ignatieff avait relâché un peu son pied du frein électoral. Le lendemain de son couronnement comme chef du parti, il a profité de son point de presse de synthèse pour tracer une nouvelle ligne dans le sable quant à la survie du Parlement.

Si le gouvernement refuse des réformes à l'assurance-emploi d'ici à l'ajournement des travaux pour l'été, Ignatieff laisse entendre qu'il pourrait retirer son appui au gouvernement conservateur minoritaire avant le 1er juillet.

L'hiver dernier, le gouvernement a accepté de présenter des rapports trimestriels sur son plan d'action économique pour obtenir l'appui des libéraux au budget. Le deuxième rapport devrait être déposé en juin et fera l'objet d'un vote de confiance.

Ignatieff a prononcé son point de presse à l'aéroport de Vancouver. Il y a énoncé ses exigences en matière de réformes au programme d'assurance-emploi. Certains délégués ont été surpris par les menaces d'élections qu'Ignatieff a laissées planer. Samedi, dans son discours-thème au congrès, le chef libéral avait bien mentionné la nécessité de rendre l'assurance-emploi plus accessible pour la

durée de la présente crise économique. Néanmoins, l'essentiel de son discours n'évoquait aucunement l'idée d'une épreuve de force ce printemps au Parlement.

Ignatieff pourrait se préparer à faire la guerre pour mieux connaître la paix pendant quelques mois de plus. Il est évident que la persistance des libéraux à appuyer le gouvernement ne fait pas bonne impression auprès de l'électorat.

Il est bien possible qu'il essaie tout simplement de rehausser l'image des libéraux en obtenant à l'arraché une concession de Stephen Harper.

Toutefois, si on en vient à une épreuve de force sur l'assurance-emploi, ni le Bloc québécois ni le NPD ne rescaperaient le gouvernement Harper. Les modifications proposées par les libéraux ne vont peut-être pas aussi loin que leurs revendications, mais elles représentent un changement que tous les partis de l'opposition réclamaient.

Dans le scénario d'une proposition à prendre ou à laisser, Ignatieff donnerait également à Harper la possibilité de tenir des élections hâtives cet été, au lieu de donner aux libéraux plus de temps pour renforcer leur organisation.

Dimanche, le chef libéral a avancé que son programme électoral devrait être finalisé le mois prochain. Qui plus est, cet hiver, on avait demandé aux organisateurs d'être prêts à se lancer en campagne dès juin. Cependant, la plupart d'entre eux estiment qu'ils auraient bien besoin de l'été pour préparer la machine électorale.

Pour un nouveau chef, choisir à quel moment il s'aventurera dans sa première campagne électorale est un exercice délicat. C'est à peu près le geste qui ressemble le plus à laisser le hasard décider de la place qu'il occupera dans l'histoire.

Compte tenu des enjeux personnels de prendre une décision aussi capitale, il n'est pas toujours facile de faire la différence entre prudence et tergiversation. Toutefois, dans ce cas, l'ambition (au sens large du terme) dicterait la patience.

Les sondages montrent que les libéraux pourraient retourner au pouvoir en cas d'élections à la fin du printemps. Toutefois, c'est loin d'être une certitude et les éléments d'un gouvernement majoritaire ne sont toujours pas en place.

Le prochain gouvernement fédéral, quel que soit le parti au pouvoir, sera confronté à des défis d'une ampleur jamais vue depuis le milieu des années 1990, à l'époque où Jean Chrétien a dû jongler avec une crise référendaire et un gigantesque déficit fédéral.

Il aura, entre autres, à négocier une solution nationale pour lutter contre les changements climatiques entre des provinces ayant des intérêts divergents, à déterminer les modalités d'un retrait militaire de Kandahar et à gérer une économie anémique post-récession sans aggraver davantage le déficit.

Un gouvernement majoritaire surmonterait ces défis plus facilement et avec plus de stabilité (politiquement). Si Ignatieff veut une chance d'obtenir ce genre de gouvernement, il voudra peut-être retenir ses ardeurs encore un peu.

Chantal Hébert

\*\*\*\*\*

### **Cyberpresse, 5 mai 2009 - Le Bloc met en doute la crédibilité des libéraux**

Le Bloc québécois met en doute la crédibilité des libéraux de Michael Ignatieff lorsqu'ils affirment vouloir améliorer les conditions d'admissibilité à l'assurance emploi.

Le chef bloquiste Gilles Duceppe a affirmé hier que ce sont les libéraux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, qui ont adopté les règles actuelles d'admissibilité au programme d'assurance emploi. Les critères d'admissibilité et le nombre de semaines de prestations d'assurance-emploi varient d'une région à l'autre selon le taux de chômage qui a cours.

En fin de semaine, le chef libéral, Michael Ignatieff, a soutenu qu'il veut forcer le gouvernement Harper à modifier le programme d'assurance emploi afin d'imposer les mêmes conditions d'accessibilité dans toutes les régions du pays. À titre d'exemple, il a affirmé que toute personne ayant travaillé au moins 360 heures qui perd son emploi devrait pouvoir toucher des prestations, peu importe où elle vit.

M. Ignatieff a soutenu qu'il faisait de cette question son principal cheval de bataille d'ici le mois de juin et a même évoqué la possibilité de tenter de renverser le gouvernement minoritaire conservateur s'il fait la sourde oreille.

Mais Gilles Duceppe s'est montré peu impressionné par cette manoeuvre du chef libéral. «Il faut se rappeler que ce n'est pas la première fois que les libéraux promettent de telles choses puis une fois au pouvoir... Je me souviens en 2000, ils avaient promis de réinstaller le programme d'aide aux travailleurs âgés, et puis une fois élus, ils ne l'ont jamais fait», a dit M. Duceppe.

Cela dit, le chef bloquiste a soutenu qu'il est prêt à travailler à avec tous les partis à Ottawa pour améliorer les conditions d'admissibilité à l'assurance emploi.

Pour sa part, Michael Ignatieff a reconnu que ce sont les libéraux qui ont adopté les règles actuelles, mais qu'elles s'appliquaient à une époque où l'économie roulait bien.

Aux Communes, hier, le premier ministre Stephen Harper a affirmé que le programme actuel «fonctionne bien». Il a aussi indiqué que son gouvernement avait prolongé de cinq semaines la durée des prestations d'assurance emploi dans le dernier budget.

Joël-Denis Bellavance

\*\*\*\*\*

### **La Presse, 5 mai 2009 - Première erreur de M. Ignatieff**

Au lendemain de sa confirmation comme chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff a enfourché un nouveau cheval de bataille. M. Ignatieff exige qu'on élargisse l'admissibilité aux prestations d'assurance-emploi. Cette réforme est «urgente», affirme le chef libéral, laissant entendre que si le gouvernement Harper rejette sa suggestion, il pourrait y avoir des élections dès cet été.

Bien des observateurs s'entendent pour dire que l'assurance-emploi n'est pas assez généreuse et qu'à mesure qu'augmente le nombre de chômeurs, cette situation devient intolérable. Soit. Mais quels changements devrait-on apporter en priorité? Quel impact auraient ces changements sur la viabilité financière du régime et donc sur le niveau futur des primes?

L'assurance-emploi est un programme éminemment complexe. Avant d'y apporter toute réforme substantielle, il faut prendre le temps de bien en étudier les tenants et aboutissants.

Le Parti libéral demande que le nombre d'heures de travail requis pour avoir droit à l'assurance-emploi soit abaissé et uniformisé à 360 heures. À l'heure actuelle, ce seuil varie de 420 heures à 700 heures selon le taux de chômage sévissant dans la région où réside le travailleur. Le changement mis de l'avant par les libéraux coûterait 1 milliard.

Vaut-il mieux faire cela ou éliminer le délai de carence de deux semaines? Ou augmenter le niveau des prestations? Ou encore allonger la période pendant laquelle on peut recevoir des prestations, comme les conservateurs viennent de le faire? On ne sait pas trop pourquoi les libéraux préfèrent les 360 heures aux autres avenues de réforme sinon que d'un point de vue politique, la proposition a l'avantage d'être à la fois simple et séduisante.

Curieusement, le système d'assurance-emploi que Michael Ignatieff dénonce aujourd'hui a été mis en place par des gouvernements libéraux. C'est depuis 1977, alors que Pierre Trudeau était au pouvoir, que le nombre d'heures (autrefois, de semaines) exigé varie selon le taux de chômage régional. C'est le gouvernement de Jean Chrétien qui a procédé à la douloureuse réforme de 1996. Par conséquent, si le régime est «en crise» comme le soutient M. Ignatieff, on ne peut certainement pas en rendre les conservateurs responsables.

Les libéraux proposent que l'abaissement du seuil d'admissibilité soit une mesure temporaire. Temporaire jusqu'à quand ? Dans une étude sur le sujet publiée la semaine dernière, les économistes de la Banque TD soulignent à juste titre que «quand il s'agit de mettre un terme à un programme temporaire, les gouvernements canadiens ont un piètre bilan».

Sachant la virulence de l'opposition suscitée par toute compression dans l'assurance-emploi, on se

demande quel gouvernement aura le courage, une fois la récession passée, de rehausser le nombre d'heures exigé.

On a beaucoup reproché au nouveau chef libéral d'exprimer seulement des généralités. La réforme temporaire de l'assurance-emploi est la première mesure concrète que M. Ignatieff met de l'avant. Mauvais départ: il s'agit d'une proposition téméraire et irréfléchie. La plateforme électorale que le PLC promet pour juin devra être beaucoup mieux ficelée.

André Pratte

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 5 mai 2009 - Assurance-emploi : le PC rejette les demandes de l'opposition**

Le gouvernement de Stephen Harper a indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'acquiescer aux demandes de l'opposition, qui a exigé qu'une norme nationale soit fixée quant au nombre d'heures qu'un contribuable doit travailler pour avoir droit aux prestations d'assurance-emploi.

Lundi, le chef du Parti libéral du Canada (PLC), Michael Ignatieff, a exigé que des changements soient apportés au régime d'assurance-emploi d'ici à ce que les travaux de la Chambre des communes soient ajournés pour l'été, en juin.

Le chef libéral a déploré qu'il y ait un ensemble disparate de conditions d'admissibilité à travers le Canada. Il a demandé au premier ministre Harper de s'engager à fixer une norme nationale de 360 heures travaillées pour avoir droit aux prestations.

«Nous ne sommes pas ouverts à cette idée», a déclaré lundi le ministre fédéral du Revenu, Jean-Pierre Blackburn, à sa sortie de la Chambre des communes.

«Nous agissons», a-t-il dit, faisant allusion aux modifications apportées par les conservateurs, qui ont notamment prolongé de cinq semaines la période de prestations peu importe le lieu de résidence.

Les demandes de prestations d'assurance-emploi ont bondi de plus de 20 pour cent dans les régions les plus touchées par le ralentissement économique.

Et le sujet semble être en voie de devenir un enjeu clé dans la durée de vie d'un Parlement de plus en plus hargneux.

Michael Ignatieff a même laissé entendre que l'assurance-emploi pourrait être l'élément déclencheur qui mènerait à une autre campagne électorale fédérale.

«Nous avons des pertes d'emplois record et un gouvernement qui n'est pas parvenu à réformer

adéquatement l'assurance-emploi pour qu'il s'adapte à l'actuelle situation économique», a-t-il affirmé.

Le Bloc québécois a, lui aussi, demandé qu'une norme de 360 heures travaillées soit fixée pour avoir droit aux prestations d'assurance-emploi.

Stephen Harper estime que le plus récent budget a apporté de généreuses améliorations au régime d'assurance-emploi.

Mais le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, estime que ces modifications sont insuffisantes. Le chef néo-démocrate a demandé aux conservateurs d'adopter les mesures plus élargies qui étaient prévues dans une motion récemment adoptée aux Communes.

Interrogé pour savoir si les conservateurs étaient prêts à aller en élections sur ce sujet, Jean-Pierre Blackburn a lancé «Bonjour» et a mis un terme à la mêlée de presse.

Sue Bailey

\*\*\*\*\*

### **L'Acadie Nouvelle, 5 mai 2009 - Le PLC et le NPD veulent améliorer l'assurance-emploi**

Le chef du Parti libéral du Canada (PLC), Michael Ignatieff, exige que des changements soient apportés au régime d'assurance-emploi d'ici à ce que les travaux de la Chambre des communes soient ajournés pour l'été, en juin.

Hier, au lendemain du congrès national du PLC, M. Ignatieff a laissé entendre que l'assurance-emploi pourrait même être l'élément déclencheur qui mènerait à une autre campagne électorale fédérale.

Le chef libéral a déploré qu'il y ait un ensemble disparate de conditions d'admissibilité à travers le Canada. Il a demandé au premier ministre Stephen Harper de s'engager à fixer une norme nationale de 360 heures travaillées pour avoir droit aux prestations.

M. Harper estime toutefois que le plus récent budget a apporté de généreuses améliorations au régime d'assurance-emploi.

Mais selon le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, ces modifications, dont l'ajout de cinq semaines de prestations peu importe le lieu de résidence, sont insuffisantes. M. Layton a demandé aux conservateurs d'adopter les mesures plus élargies qui étaient prévues dans une motion récemment adoptée aux Communes.

\*\*\*\*\*

## **Parti Libéral du Canada, 4 mai 2009 - Michael Ignatieff demande au Premier ministre Harper de réformer l'assurance-emploi**

Aujourd'hui à la Chambre des communes, le chef libéral Michael Ignatieff a demandé au gouvernement Harper d'élargir immédiatement l'admissibilité aux prestations d'assurance-emploi pour protéger les travailleurs mis à pied fragilisés, d'assurer l'équité entre les régions et de stimuler l'économie en aidant financièrement les localités touchées par les fermetures d'usines.

« Je demande au Premier ministre Harper d'appliquer un critère national temporaire selon lequel 360 heures de travail donneraient droit à des prestations d'assurance-emploi, a déclaré M. Ignatieff. Les Canadiens souffrent de la récession et pourtant, notre régime d'assurance-emploi laisse trop de chômeurs à eux-mêmes et défavorise ceux qui vivent dans certaines régions. »

Un critère national de 360 heures de travail permettrait à un plus grand nombre de Canadiens de recevoir des prestations pendant la crise économique. À l'heure actuelle, il faut avoir travaillé entre 420 et 700 heures, selon le taux de chômage régional, pour avoir droit à des prestations. Ceux qui commencent leur vie active ou qui la recommencent après une absence de deux ans doivent avoir travaillé entre 840 et 910 heures, et ceux qui demandent des prestations de maternité ou de maladie doivent avoir travaillé au moins 600 heures.

M. Ignatieff a également demandé au gouvernement d'amorcer une étude indépendante du régime d'assurance-emploi afin de présenter un projet de réforme concret avant que la Chambre ne suspende ses travaux en juin. Cette étude porterait sur les principaux problèmes à résoudre : l'accessibilité, le niveau des prestations, les prestations de maternité, l'équité entre les régions et la condition des travailleurs indépendants.

Il y a deux fois moins de Canadiens qui ont droit à des prestations d'assurance-emploi aujourd'hui que lors de la dernière récession dans les années 90.

« Les pertes d'emplois atteignent des records : nous en sommes à 357 000 et ça continue. Et nous avons un gouvernement qui n'a pas su réformer l'assurance-emploi comme il convient pour l'adapter à la situation économique actuelle. Cela doit changer immédiatement. Les Canadiens les plus durement touchés par la récession ne peuvent absolument pas attendre plus longtemps les prestations du régime auquel ils ont cotisé pendant toute leur vie active. Et leur collectivité ne peut plus attendre les crédits qui vont relancer leur économie », a conclu M. Ignatieff.

\*\*\*\*\*

## **La Presse Canadienne, 4 mai 2009 - Le PLC et le NPD s'unissent et demandent l'amélioration de l'assurance-emploi**

Le chef du Parti libéral du Canada (PLC), Michael Ignatieff, exige que des changements soient apportés au régime d'assurance-emploi d'ici à ce que les travaux de la Chambre des communes soient ajournés pour l'été, en juin.

Lundi, au lendemain du congrès national du PLC, M. Ignatieff a laissé entendre que l'assurance-emploi pourrait même être l'élément déclencheur qui mènerait à une autre campagne électorale fédérale.

Le chef libéral a déploré qu'il y ait un ensemble disparate de conditions d'admissibilité à travers le Canada. Il a demandé au premier ministre Stephen Harper de s'engager à fixer une norme nationale de 360 heures travaillées pour avoir droit aux prestations.

M. Harper estime toutefois que le plus récent budget a apporté de généreuses améliorations au régime d'assurance-emploi.

Mais selon le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, ces modifications, dont l'ajout de cinq semaines de prestations peu importe le lieu de résidence, sont insuffisantes.

M. Layton a demandé aux conservateurs d'adopter les mesures plus élargies qui étaient prévues dans une motion récemment adoptée aux Communes.

\*\*\*\*\*

### **Le Devoir, 4 mai 2009 - Ignatieff: priorité aux chômeurs**

Le nouveau chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, a donné un aperçu hier de la réforme du programme d'assurance-emploi qu'il envisage pour venir en aide aux victimes de la crise économique. Il proposera d'en abaisser temporairement les normes d'admissibilité de manière à ce qu'un plus grand nombre de chômeurs se qualifient, mais il refuse de dire ce qu'il fera si le gouvernement conservateur n'obtempère pas.

M. Ignatieff présentera à la Chambre des communes dès ce printemps une réforme faisant en sorte qu'un travailleur n'aurait besoin d'avoir travaillé que 360 heures pour recevoir des prestations en cas de perte d'emploi, et ce, où qu'il se trouve au pays (la norme varie d'une région à l'autre à l'heure actuelle). Une fois la crise passée, la norme nationale serait rehaussée à un niveau que les experts détermineraient. Le chef libéral pense pouvoir compter sur le NPD et le Bloc québécois pour faire passer sa réforme. Est-il prêt à défaire le gouvernement s'il n'obtient pas ce qu'il souhaite?

«Je ne fais pas de menace, moi, parce que ce n'est pas mon style en politique, mais il faut que ça passe, Bon Dieu, parce que c'est urgent pour les travailleurs du Canada!», a-t-il dit hier en conférence de presse au terme du congrès au leadership de trois jours s'étant déroulé à Vancouver.

Le chef libéral laisse donc planer le doute sur ses intentions à l'endroit du gouvernement minoritaire de Stephen Harper. Une chose est certaine, il a demandé à son parti que le programme électoral soit terminé en juin, un programme qu'il veut «ciblé et précis». «Pas 110 pages, pas un livre rouge.» Quant aux mesures concrètes pour faire face à la crise économique, il veut attendre de

voir les effets de celles adoptées dans le dernier budget avant de déclarer qu'il en faut davantage. Il se donne jusqu'en septembre ou en octobre pour poser ce jugement. «Si ça ne fonctionne pas, je serai tout à fait prêt lorsque nous reviendrons en septembre à faire des propositions concrètes de relance.»

### **Chef confirmé**

Michael Ignatieff est officiellement devenu chef du Parti libéral samedi soir, au terme d'un vote symbolique des 2033 délégués libéraux lui ayant accordé leur confiance dans une proportion de 97 %. Ce vote marque la fin d'une époque alors que les militants ont accepté de modifier la méthode de sélection de leurs futurs chefs.

Au terme d'un débat musclé, ils ont mis au rancart, par une écrasante majorité, la vieille formule de vote par délégués (qui donnait lieu à des congrès mouvementés avec ralliements entre candidats à la clé) pour adopter celle plus directe octroyant un droit de vote à chaque membre. Désormais, à l'instar du Parti conservateur, du NPD et du Bloc québécois, chaque membre du PLC aura droit de vote lors d'une course au leadership. Un système de pondération sera mis en place de manière à conférer aux 308 circonscriptions un poids égal, qu'elles aient 100 ou 20 000 membres. Les délégués jeunes étaient déçus de ne pas avoir obtenu en contrepartie une pondération similaire leur garantissant 25 % du vote.

L'ambiance était à la fête samedi pour les délégués qui savouraient l'unité retrouvée. Dans un scénario lourd de sens, c'est l'ancien rival de Michael Ignatieff, Bob Rae, qui a livré le discours de présentation du chef. «J'ai un message clair, direct et simple à livrer», a lancé M. Rae à la foule qui lui a réservé un accueil très enthousiaste. «Je veux que Michael Ignatieff devienne le prochain grand premier ministre du Canada.» Ensuite, Dominic LeBlanc, qui s'était lui aussi désisté de la course, a officiellement proposé la candidature de M. Ignatieff. Le député montréalais Justin Trudeau, le fils de celui à qui l'on compare de plus en plus Michael Ignatieff, a annoncé l'élection du nouveau chef.

Michael Ignatieff a été accueilli par une foule en liesse, dans une atmosphère digne d'une assemblée électorale. Notons que le gouvernement conservateur a retardé la tenue d'une séance d'information sur la grippe A prévue cet après-midi-là de manière à ce qu'elle coïncide avec le discours du chef libéral. Certains réseaux de nouvelles en continu n'ont pas joué le jeu et ont poursuivi la diffusion du congrès, mais CBC Newsworld a entrecoupé sa couverture.

Le discours de 30 minutes de Michael Ignatieff a tourné autour d'un message essentiel: le Canada doit devenir un pays du savoir, de science et d'apprentissage d'ici 2017, date de son 150e anniversaire. «Je sais que nous pouvons réaliser tous nos rêves. Il y a une condition. Notre formation doit être la meilleure du monde, nos chercheurs doivent être les meilleurs eux aussi. Si nous réalisons cet objectif, les technologies vertes nécessaires pour notre planète seront inventées ici au Canada.»

M. Ignatieff s'est adressé directement au premier ministre Stephen Harper. «M. Harper, vous avez failli. Et si vous êtes incapable d'unir les Canadiens et de faire appel à ce qu'ils ont de

meilleur, nous, nous le pouvons.» Sur cette note, Michael Ignatieff s'est engagé dans une conclusion aux relents très «obamaesques». «Si nous offrons un message d'espoir empreint de générosité à nos concitoyens, ils nous choisiront comme prochain gouvernement du Canada.» Il a lancé un «we can! [nous pouvons]», auquel il ne manquait qu'un «yes» pour imiter parfaitement la formule du président américain. «Lorsqu'un grand peuple se donne un grand leadership, rien ne lui est impossible», a conclu M. Ignatieff.

Par ailleurs, une trentaine de résolutions politiques ont été adoptées. Celle pressant un futur gouvernement libéral de «créer une taxe sur le carbone, un système de limitation et d'échange, ou une combinaison des deux» a été adoptée. Une autre qui demandait à un gouvernement libéral de favoriser les énergies de remplacement, dont le nucléaire, a aussi été adoptée. Certains militants ont fait valoir que l'énergie nucléaire n'était pas une énergie propre, mais plusieurs autres se sont levés pour dire qu'au contraire, «aucun problème de santé n'est relié à l'opération des réacteurs». Personne n'a cru bon de mentionner les déchets persistants.

Le congrès de Vancouver a aussi été l'occasion de rendre hommage à l'ancien chef, Stéphane Dion, vendredi soir. Toutefois, celui-ci a créé un grand malaise avec son discours de 28 minutes au cours duquel il a tenté de réhabiliter sa vision politique. Il a fait un long exposé sur les orientations que devrait prendre le PLC et a détaillé les politiques qu'il devrait défendre. Il a aussi réitéré qu'une taxe sur le carbone était «inévitable». De nombreux militants ont quitté la salle en secouant la tête. Le lendemain, de très nombreux autres se demandaient pourquoi il jouait ainsi aux belles-mères. «Il a eu deux ans!», disait-on.

La soirée-hommage a été si longue qu'il ne restait plus qu'environ 250 personnes dans l'immense salle lorsque les quatre conférenciers invités ont pris la parole, notamment Louise Arbour, l'ancienne Haute Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme. Les gens qui l'avaient convaincue de s'adresser à l'auditoire étaient furieux d'un tel affront.

Hélène Buzzetti

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 3 mai 2009 - Les priorités de Michael Ignatieff**

Aussitôt couronné comme chef du Parti libéral du Canada (PLC), Michael Ignatieff veut montrer de quel bois il se chauffe. Il promet que la plate-forme de son parti sera prête d'ici le mois de juin prochain.

Mais il a d'ores et déjà donné un avant-goût des enjeux qui risquent d'animer la prochaine campagne électorale fédérale. M. Ignatieff n'a pas exclu d'ailleurs que celle-ci survienne pendant l'année. Il a rappelé que si le gouvernement conservateur ne veut pas coopérer avec son parti, les libéraux laisseront le peuple décider.

Lors d'une conférence de presse, dimanche, le nouveau chef libéral a réitéré certaines de ses

priorités, comme la lutte contre l'analphabétisme, la promotion d'une société de savoir, l'éducation pour la petite enfance et la formation des travailleurs.

Pour M. Ignatieff, la ressource naturelle du pays se trouve dans les cerveaux des Canadiens. Il s'est dit convaincu que l'emploi de demain commence dans les laboratoires d'aujourd'hui.

Dans l'immédiat, le chef de l'opposition juge important de réformer le régime d'assurance-emploi, pour venir en aide aux travailleurs canadiens touchés par la crise. M. Ignatieff veut proposer ce printemps, à la Chambre des communes, de réduire temporairement le nombre d'heures nécessaires pour être admissible au programme, pour ensuite rehausser les critères d'admissibilité une fois la crise économique passée.

Le chef libéral, qui a abordé plusieurs thèmes relevant des compétences provinciales, s'est défendu de vouloir faire de l'ingérence. Il a expliqué que le rôle d'un premier ministre est d'élaborer une vision nationale et de faire un travail d'inspiration et de concertation.

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 3 mai 2009 - Paul Crête : D'Ottawa à Québec**

Après avoir défendu pendant 16 ans les intérêts du Québec à Ottawa, le député bloquiste Paul Crête fait officiellement le saut en politique provinciale.

Cet après-midi, il sera confirmé comme candidat du Parti québécois (PQ) dans la circonscription de Rivière-du-Loup en prévision de l'élection complémentaire de juin.

Cette circonscription a été représentée pendant les 14 dernières années par l'ancien chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont.

De passage à Rimouski samedi, la chef du PQ, Pauline Marois, a laissé entendre à mots couverts qu'advenant son élection, Paul Crête pourrait être appelé à jouer un rôle important dans un éventuel cabinet ministériel péquiste.

Selon elle, le candidat du PQ à l'élection partielle dans la circonscription de Rivière-du-Loup a une feuille de route suffisamment éloquente avec le Bloc québécois.

« Paul Crête est quelqu'un de grande compétence, d'une grande rigueur, qui a fait ses classes à Ottawa et qui a été formidable », a-t-elle dit.

« Il a bien représenté les gens de son coin de pays et il a même acquis une réputation au niveau national, qui lui permet d'avoir le taux de notoriété qu'on lui connaît, mais pas pour les mauvaises raisons, pour les bonnes raisons. C'est lui qui a défendu toute la question des Sans-chemise et du régime d'assurance emploi et il l'a fait avec brio. Alors, il devrait être rassuré quant à son avenir à mes côtés », a ajouté Mme Marois.

Celle-ci assistera d'ailleurs à l'assemblée d'investiture de Paul Crête à Rivière-du-Loup. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, sera également présent.